

Arrêté N° 2019_03891_VDM

SDI 17/122 - ARRÊTÉ PORTANT L'INTERDICTION D'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE SIS 10, PLACE JEAN JAURÈS 13001 MARSEILLE Y COMPRIS LES COMMERCES EN REZ-DE-CHAUSSÉE ET LE LOGEMENT EN FOND DE PARCELLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport des services municipaux de la Ville de Marseille et de l'expert M. Fabrice TEBOUL mandaté par le Tribunal Administratif en date du 7 novembre 2019 relatif à la situation de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise qu' « en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L. 2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant l'avis des services municipaux et de l'expert mandaté par le Tribunal Administratif M. Fabrice TEBOUL suite à la visite du 8 novembre 2019, soulignant les désordres constatés au sein de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille y compris les commerces en rez-de-chaussée et le logement en fond de parcelle concernant particulièrement les pathologies suivantes :

- Fragilisation importante et souplesse de la structure de l'escalier
- Dégradations importantes des poutres dans les combles
- Effondrement partiel du faux plafond de l'appartement du 4ème étage

Considérant l'avis de l'expert M. Fabrice TEBOUL préconisant l'évacuation immédiate de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille y compris les commerces en rez-de-chaussée et le logement en fond de parcelle,

Considérant que le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant qu'en raison des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille y compris les commerces en rez-de-chaussée et le logement en fond de parcelle et

des risques graves concernant la sécurité du public et des occupants de cet immeuble, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires et de prescrire l'évacuation de cet immeuble, y compris les commerces en rez-de-chaussée et le logement en fond de parcelle, ainsi qu'une interdiction d'habiter et d'occuper assortie d'un périmètre de sécurité devant l'immeuble, si nécessaire.

ARRÊTONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 10, place Jean Jaurès 13001 Marseille, y compris les commerces en rez de chaussée et le logement en fond de parcelle, ceux-ci doivent être immédiatement et entièrement évacués par ses occupants.

Article 2 Les accès à l'immeuble et locaux interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugera utile le propriétaire.
Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3 Cet arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble, ainsi qu'en mairie, et notifié au syndicat de copropriétaires pris en la personne du [REDACTED]

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 4 L'arrêté n°2019_03794_VDM du 30 octobre 2019 est abrogé.

Article 5 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 6 Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 7 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 8 novembre 2019